



Madame Corinne Cahen
Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Luxembourg, le 24 novembre 2020

Madame la Ministre,

La coordination du Ronnen Desch vous remercie de l'avoir consultée en vue de la relance de la politique d'intégration.

Nous vous prions de bien vouloir noter que **la présente contribution relève de la seule responsabilité de la coordination du Ronnen Desch** et ne saurait engager d'aucune manière les nombreuses personnes et organisations participant aux plénières ou à des groupes de travail.

Nous avons intégré des éléments soulevés lors de plénières, respectivement celles qui nous sont parvenues suite à la diffusion de votre appel à la consultation.

Ceci dit, permettez - nous quelques remarques d'ordre plus général:

- Notre contribution propose un éventail de réflexions et d'actions à approfondir et n'a pas la prétention d'être exhaustive.
- L'intégration a une dimension holistique soulignée par les nombreux Ministères qui sont concernés, selon la composition du comité interministériel il s'agirait de pas moins de 13. Dès lors la présente contribution en concerne plusieurs ainsi que d'autres acteurs officiels et de la société civile. Nous estimons qu'une politique d'intégration multifactorielle comprenant de nombreux acteurs mérite un pilote, à savoir un.e responsable politique à la tête d'un comité (interministériel) ouvert à la société civile, comme c'est le cas pour le comité interministériel de la coopération. Ce comité pourrait être accompagné d'un Conseil Supérieur de l'Intégration indépendant à l'instar du Conseil Supérieur du Développement Durable.
- **La publicité de toutes les contributions** à la présente consultation nous semble indispensable, d'une part par souci de transparence, d'autre part pour permettre aux parlementaires d'en prendre connaissance en vue du débat d'orientation que vous souhaitez à la Chambre des Députés.

Permettez - nous d'exprimer le regret de l'absence d'éléments d'évaluation (intermédiaire) des programmes et projets en cours notamment du PAN Intégration: ils auraient pu éclairer toutes celles et tous ceux appelés en consultation et faire valoir tout ce qui se fait d'ores et déjà en matière d'intégration.

Encore un souci transversal, à savoir la prise en compte des questions de genre et de sexualité, et surtout les questions des minorités sexuelles et de genre, dans les réflexions, les actions et les politiques d'intégration. Une politique qui veut "repenser et de redessiner la politique d'intégration au Luxembourg" se doit aussi de penser et d'intégrer les difficultés et les réalités des personnes LGBTIQ+ (migrantes, luxembourgeoises, non-luxembourgeoises, DPI/BPI) dans ses démarches - de la conception, à la budgétisation, de la mise en oeuvre jusqu'à l'évaluation des dispositifs et des mesures destinés à favoriser l'intégration de toutes les personnes qui vivent sur le territoire du Luxembourg.

Vous trouvez ci – dessous un tableau qui établit quelques constats dont découlent certains défis qui demandent des réponses. Une évaluation de tous les domaines nous semble indispensable de même qu'un relevé actualisé de la mise en œuvre des différents aspects de la politique d'intégration.

Avec nos salutations très distinguées,
La coordination du Ronnen Desch

Consultation pour une nouvelle politique d'intégration, Contribution de la coordination du Ronnen Desch

	CONSTATS	DEFIS	REPONSES	EN CHARGE	EVALUATION
A	Démographie et économie Croissance des jobs et de la population, celle-ci devenant de plus en plus diverse.	Incidence immédiate sur la scolarisation et le logement	<ul style="list-style-type: none"> Aligner scolarisation et logement aux rythmes de croissance démographique et économique 	Le gouvernement en bloc.	Les électeurs, c'est à dire la moitié des résidents et 1/3 des actifs.
B	Scolarisation et langues <ul style="list-style-type: none"> La moitié des élèves de la ville de Luxembourg ne fréquentent plus l'école publique, Le handicap scolaire provient essentiellement du contexte socio – économique, Exigences langagières exorbitantes (Antoine Fischbach)¹, La séparation des élèves après l'école fondamentale a un effet pour la vie, La formation des enseignants. 	<p>Selon la dernière étude PISA la différence en matière de lecture entre les élèves de milieu défavorisé et ceux de milieu favorisé est la plus grande des pays OCDE,</p> <p>Les uns avancent dans la scolarité, en même temps des nouveaux arrivent,</p> <p>Améliorer les compétences langagières des enseignants (I.Kurschat)².</p>	<ul style="list-style-type: none"> Reprise d'une réflexion sur un tronc commun, Autres formes de multilinguisme, exigences pondérées des différentes langues, Création d'Ecoles européennes (est-ce la panacée ?), Aide aux devoirs à domicile à généraliser et institutionaliser, Impulser les programmes de développement scolaire existants, Mise en place des 20 mesures concernant la scolarisation du PAN intégration (page 15), Projets communs entre les 3 filières du secondaire, Activités communes entre lycées luxembourgeois et écoles européennes de l'UE au Kirchberg et à Mamer Elargissement du congé linguistique³, Généralisation des écrivains publics dans les Offices Sociaux et les Biergerzenter. 	MENJE (le programme gouvernemental prévoit une aide aux devoirs au plan national) Ministère du Travail, MIFA, Communes,	PISA

¹ Antoine Fischbach, débat « Quelles réponses aux défis de l'école au Luxembourg » 21 octobre 2020

² Ines Kurschat débat « Quelles réponses aux défis de l'école au Luxembourg » 21 octobre 2020

³ Alors que le programme gouvernemental de Bettel I envisageait d'évaluer les dispositions concernant le congé linguistique à la page 130, Bettel II reste muet au sujet du congé linguistique. Selon le Quotidien du 21 mai 2019 : Dix ans après son introduction, seuls 3 153 personnes ont bénéficié d'un congé linguistique pour apprendre la langue luxembourgeoise. Bettel II parle cependant des congés légal, parental, politique, sportif et culturel.

Consultation pour une nouvelle politique d'intégration, Contribution de la coordination du Ronnen Desch

	CONSTATS	DEFIS	REPONSES	EN CHARGE	EVALUATION
C	<p>Logement Pénurie de logements abordables. Les logements appartenant aux pouvoirs publics ne représentent que 2% du parc de logement,</p> <p>Les efforts des pouvoirs publics sont insuffisants.</p> <p>Les nouveaux quartiers sont souvent sans âme.</p> <p>La disparition des foyers pour travailleurs transformés en foyers pour dpi.</p>	<p>Le logement est devenu un moyen d'investissement intéressant pour des opérateurs internationaux avec des logements de (très) haut standing.</p> <p>La flambée des prix (des terrains) doit être circonscrite fiscalement.</p> <p>Le vivre ensemble dans de nouveaux quartiers ne se fait pas tout seul.</p> <p>Les chambres de café pullulent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Construction massive de logements abordables par les pouvoirs publics et les organisations à but non lucratif (asbl, fondations, SIS, etc), • Favoriser la création et le développement de logements par des opérateurs privés à but non lucratif aux côtés du Fonds de Logement et de la SNHBM, • Mise en place d'une « Lex Koller » qui limite la spéculation immobilière par des investisseurs internationaux, • Prise en compte des non – électeurs quant à l'imposition des propriétaires, • Recours au Fonds de compensation (Fonds de pension) et sa réserve immense, • Généraliser des agents de quartier pour le travail communautaire, créer des Maisons de Quartier comme la Quartiersstuff au Kirchberg, • Création de foyers pour travailleurs. 	<p>Ministère du Logement, Communes, organismes publics FL, SNHBM, Fondations.</p>	<p>L'électeur, càd la moitié des résidents et 1/3 des actifs</p>
D	<p>Santé Même si la quasi toute la population est couverte par la Sécurité Sociale, d'aucuns ne le sont pas.</p>	<p>Des segments de la population restent exclus dont des jeunes de moins de 25 ans sans REVIS et sans couverture médicale, en font partie aussi des bpi.</p> <p>La communication dans les institutions de santé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme gouvernemental prévoit une Couverture Sanitaire Universelle, • Une analyse et des propositions⁴ ont été élaborées par une coalition de la société civile et abordées avec les partenaires sociaux, l'AMDD et différents Ministères. Reste à voir le Ministère de la Santé, • Doter les budgets des hôpitaux de moyens pour recourir à des interprètes interculturels . 	<p>Ministère de la Santé, Ministère de la Sécurité Sociale, MIFA, MENJE</p>	
E	<p>Culture et interculturel Les pratiques culturelles sont encore trop souvent liées à des couches sociales et à des groupes nationaux.</p>	<p>Gagner de nouveaux publics, mélanger les publics, ancrer des pratiques culturelles dans les écoles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des parties KEP concernant culture et cohésion sociale, notamment les mesures 49 (Développer des actions spécifiques et d'intégration) et 51 (Développer la participation active et la citoyenneté culturelle), 	<p>Ministères de la Culture, MENJE, opérateurs et institutions culturels, communes, associations.</p>	

⁴ Recommandations et Mesures pour une CSU, élaborées par le groupe de travail SANTE du Ronnen Desch : <https://ronnendes.ch.lu/wp-admin/post.php?post=3341&action=edit>

Consultation pour une nouvelle politique d'intégration, Contribution de la coordination du Ronnen Desch

	CONSTATS	DEFIS	REPONSES	EN CHARGE	EVALUATION
			<ul style="list-style-type: none"> Soutenir des activités interculturelles comme e.a. celles de ikl. Donner pleinement à tous les citoyens leur place au sein de la vie culturelle au Luxembourg, comme « consommateurs » et comme acteurs, Dans la perspective d'une politique culturelle fondée sur les droits culturels, intégrer ceux qui sont le plus éloignés de la culture : réfugiés et migrants, « handicapés », économiquement et socialement faibles. 		
F	<p>Participation Organismes consultatifs (CNE, CCI⁵) peu « performants »</p> <p>Droit de vote communal</p> <p>Participation politique</p> <p>Engagement citoyen et bénévole</p>	<p>Organismes consultatifs à revoir de fonds en comble, L'implication des frontaliers, Quelle écoute des non électeurs ? L'ouverture effective de la fonction publique.</p> <p>Délais et modalités d'inscription.</p> <p>Les non – luxembourgeois dans les partis politiques.</p> <p>Assurance des bénévoles, Congé associatif.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Volonté politique de réorganiser et consulter, les organismes consultatifs, c'est-à-dire leur demander des avis, Donner de véritables moyens et une indépendance au CNE, ne pas construire un CNE sur les ruines des CCI, Concrétiser et promouvoir l'admission des étrangers à TOUS les emplois communaux, Inscription d'office sur les listes électorales avec la possibilité de s'en retirer, Promotion des étrangers au sein des partis politiques et dans leurs instances dirigeantes, Revoir le cadre des assurances des bénévoles et relancer le concept d'un congé associatif⁶. 	<p>Ministère de l'Intégration, Ministère de l'Intérieur et communes</p> <p>Partis politiques</p>	

⁵ La réponse à la question parlementaire 1909 du député Sven Clement nous apprend e.a. que 29 CCI sur 102 sont en conformité avec les exigences légales. Le PAN Intégration (Objectif 5, mesure 5 : Renforcer la participation des représentants des non-Luxembourgeois à l'élaboration des politiques d'intégration, ceci notamment dans les Commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) et le Conseil national pour étrangers (CNE).

⁶ Proposition de loi Bodry 4734 instaurant un congé associatif

Consultation pour une nouvelle politique d'intégration, Contribution de la coordination du Ronnen Desch

	CONSTATS	DEFIS	REPONSES	EN CHARGE	EVALUATION
G	<p>Dpi et bpi Des dpi continueront à chercher protection au Luxembourg.</p> <p>Le logement des bpi en dehors des foyers est extrêmement difficile. L'épicerie sur roues pour dpi renforce leur enclavement.</p>	<p>L'agencement entre accueil et intégration,</p> <p>L'hébergement des dpi et le logement des bpi.</p> <p>L'accès au travail,</p> <p>L'encadrement des foyers de dpi,</p> <p>L'autonomisation des dpi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration renforcée entre les Ministères de l'Immigration et de l'Intégration • PIA 3 à mettre en place, revoir PIA 1 et PIA 2, • Cuisines dans tous les foyers et cartes de crédit , augmentation de l'argent de poche, • Plus de classes scolaires dans les foyers, • Asseoir l'hébergement des dpi par des particuliers, • Passer des firmes de sécurité à un « encadrement » civil, • Name and shame des communes qui refusent d'accepter des dpi. 	<p>MIFA , Ministère de l'Immigration, MENJE, communes</p>	
H	<p>Frontaliers Les oubliés des politiques, sauf en cas de pandémie. La Grande Région : une illustre inconnue sans gouvernance.</p>	<p>Mieux se connaître,</p> <p>Partager le gâteau des impôts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Jumelage entre lycées de la Grande Région • Budget pour e.a. des pistes cyclables transfrontalières, la collaboration et des projets communs des organisations de jeunesse, des initiatives culturelles partagées, etc, etc • Descendre des sommets de la Grande Région vers les plaines et collines de ses habitants . 	<p>MENJE, Ministère à la Grande Région, Ministère des Finances.</p>	
I	<p>Autochtones Selon la loi du 18.12.2008⁷ l'intégration concerne allochtones et autochtones.</p>	<p>Une politique qui inclut les autochtones,</p> <p>Défi pour les partis politiques, les grandes organisations, etc.,</p> <p>Partage du pouvoir communal.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir et subsidier des projets qui incluent autochtones et allochtones, discrimination positive en matière de subside de projets dont font partie les « uns et les autres », • Inscription d'office des étrangers sur les listes électorales communales pour un vivre ensemble basé sur une (plus) large légitimité et éviter un type d'apartheid (communale). 	<p>MIFA, Ministère de l'Intérieur, Communes, partis politiques, monde associatif.</p>	

⁷« Art 1. Au sens de la présente loi (du 18.12.2008) , le terme intégration désigne un processus à double sens par lequel un étranger manifeste sa volonté de participer de manière durable à la vie de la société d'accueil qui, sur le plan social, économique, politique et culturel, prend à son égard toutes les dispositions afin d'encourager et de faciliter cette démarche. L'intégration est une tâche que l'Etat, les communes et la société civile accomplissent en commun. »

Consultation pour une nouvelle politique d'intégration, Contribution de la coordination du Ronnen Desch

	CONSTATS	DEFIS	REponses	EN CHARGE	EVALUATION
J	<p>Le cadre légal Des difficultés, par exemple pour des Luxembourgeois.es marié.e.s à un.e. ressortissant.e. d'un pays tiers dans le cadre du regroupement familial.</p>	<p>Mipex 2020⁸ souligne les champs d'amélioration à labourer en matière de travail, réunification familiale, anti discrimination.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Légiférer⁹. • Création de la Maison de retour. • Donner des moyens supplémentaires au CET. • Reconnaissance des diplômes. 	<p>Ministère de l'Immigration, MENJE</p>	
K	<p>Gouvernance et programmes gouvernementaux L'intégration concerne, selon la composition du comité interministériel, pas moins de 13 Ministères PAN Intégration, PIC¹⁰, PIA, CAI, Charte de la diversité AMIF Congé linguistique (cf. B)</p>	<p>Nécessité d'une coordination de la politique d'intégration, Une impulsion politique plutôt qu'une distribution de subsides, Se baser sur des études et recherches, La lutte contre les discriminations et le racisme¹¹. Remplacer le souci de la diversité par celui de l'égalité¹² au moment où l'inégalité augmente¹³</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité interministériel de PILOTAGE ouvert à la société civile (comme le comité interministériel de la coopération) avec un lead politique fort, • Publication des rapports de ses réunions, • Appui par un Conseil Supérieur de l'Intégration indépendant, • Transparence des subsides et conventions, • Une attention particulière aux questions de genre et de sexualité, et surtout les questions des minorités sexuelles et de genre, dans les réflexions, les actions et les politiques d'intégration, • Commander des recherches et des études spécifiques à uni.lu, Liser, etc., • Intégrer la lutte contre le racisme et les discriminations dans le PAN Intégration, • Un tableau de bord des mesures prises et à prendre. 	<p>MIFA, communes, Ministère du Travail, MENJE</p>	<p>Evaluations à faire des programmes existants, dont une évaluation intermédiaire du PAN</p>

⁸ MIPEX 2020 présenté le 16 novembre 2020 (Index d'intégration)

⁹ Les recommandations de MIPEX en matière de réunification familiale, d'accès au marché du travail, etc.

¹⁰ La réponse à la question parlementaire 1909 du député Sven Clement nous apprend que 39 communes (sur 102) ont un PCI respectivement sont en phase d'élaboration d'un PCI.

¹¹ L'étude Being Black in Europe de la FRA

¹² « (...) la mixité socio-économique n'a de véritable intérêt que si elle contribue à rendre moins pauvres les pauvres qui cohabitent avec les riches, c'est à dire, si elle réduit la diversité économique. » Walter Benn Michaels in : La Diversité contre l'égalité, Raisons d'agir, 2009, page 122

¹³ "En 2019, au Luxembourg, le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités est de 0.32, soit une augmentation de 0.1 point par rapport à l'année précédente et de 0.3 point par rapport à 2017. Les 10% des personnes les plus aisées ont un revenu moyen qui est 9 fois supérieur à celui des 10% les moins aisées." In : Rapport Travail et Cohésion sociale, Statec, 2020, page 92

Consultation pour une nouvelle politique d'intégration, Contribution de la coordination du Ronnen Desch

	CONSTATS	DEFIS	REponses	EN CHARGE	EVALUATION
L	<p>Covid et Santé Le confinement risque d'avoir fait des dégâts : financiers pour les personnes ayant du recourir au chômage partiel (dont les fonctionnaires étaient préservés)</p> <p>Le confinement aura creusé les inégalités¹⁴.</p> <p>La Couverture Sanitaire Universelle n'est pas encore une réalité (cf. D).</p>	<p>Reconnaissance des actifs étrangers et frontaliers, notamment dans les métiers essentiels, mais souvent peu valorisés,</p> <p>L'école à distance a creusé le gap social cf. B.</p> <p>Comblent les espaces vides pour en arriver à une CSU</p>	<p>Campagne de sensibilisation soulignant l'interdépendance autochtones/ allochtones/ frontaliers.</p> <p>Une prise en compte des frontaliers et leurs régions d'origine pose inéluctablement la question du partage du gâteau fiscal.</p> <p>Des mesures pour agir contre les inégalités sociales (et scolaires).</p> <p>Prise en compte des propositions¹⁵ de la coalition animée par le Ronnen Desch en vue de la CSU.</p>	<p>Ministère de la Santé, Ministère de la Famille, Ministère à la Grande Région, MENJE,</p>	

¹⁴ Le récent rapport du Statec «Travail et cohésion sociale» note que le coefficient gini s'est encore détérioré en période de confinement. Par ailleurs, le seuil de pauvreté est alarmant .

¹⁵ <https://ronnendes.ch.lu/wp-content/uploads/2019/10/21.1-mesures-prop-DEF-petit-.pdf>